# L'utopie globale

Enrique Lluch *

## Préambule

Il y a quelques années, j'ai écouté une amie « tisseuse de contes » raconter l'histoire suivante qui me fit réfléchir et qui m'aida à apprendre à lire la réalité économique dans une autre perspective[87]. Ce conte, écrit par Eduardo Galeano, va être le point de départ de cet article et la référence obligée tout au long de son développement :

> « Elle est dans l'horizon — dit Fernando Birri —.
> Je m'approche de deux pas, elle s'éloigne de deux pas.
> J'avance de dix pas, et l'horizon se déplace de dix pas en arrière.
> Pour autant que j'avance, jamais je ne l'atteindrai.
> A quoi sert l'utopie ?
> A ça, à avancer ».

Le conte donne au concept d'utopie une dimension qui, jusque là m'était restée cachée. A travers lui, on observe comment l'impossibilité à atteindre l'utopie n'est pas son principal défaut mais au contraire, sa grandeur. L'important, ce n'est pas qu'il est possible d'arriver à elle mais que c'est elle qui nous permet de nous maintenir en mouvement, de ne pas rester statiques, d'avancer dans un seul sens.

Cet aspect me porte à aborder le thème de la globalisation dans une optique différente à ce qui s'est fait jusqu'à maintenant. Le fait que le processus globalisateur ne soit pas

* Université Cardenal Herrera-CEU, Valencia.

[87] E. DREWERMANN, théologien et psychothérapeute allemand affirme dans son livre *La parole qui guérit*, du Cerf, Paris, 1989, p. 109 : « L'interprétation des contes, narrations et histoires peuvent nous aider à retrouver des réalités oubliées et à renouveler notre façon d'observer le monde dans lequel nous nous trouvons ».

arrêté, ne soit pas statique, et évolue sans cesse m'oblige à me demander si ce mouvement mène quelque part, s'il existe une utopie qui le guide. Si on cherche un objectif irréalisable qui s'éloigne constamment au fur et à mesure qu'on s'en approche ou si, au contraire, il y a un mouvement erratique et orienté uniquement vers la réalisation d'un objectif accessible. Repenser la globalisation dans cette perspective sert à mieux comprendre ce qu'il y a derrière ce phénomène, le pourquoi de son succès dans une grande partie de notre planète, ses implications et quelques-unes de ses incohérences. Cet article prétend revoir la mondialisation d'après la pensée utopique.

## 1. L'utopie

Avant de commencer à démontrer comment la pensée utopique nous facilite la compréhension du processus globalisateur dans lequel nous sommes plongés, je me trouve dans l'obligation d'analyser un peu plus profondément la signification de l'utopie, ses implications et le type de pensée qu'elle engendre. Le conte n'est pas suffisant. Il aborde certains aspects mais il ne réalise pas une étude systématique du concept. Il est nécessaire de mieux nuancer le sens du terme et les caractéristiques propres à la pensée dont on vient pour découvrir de quelle façon repenser la réalité en clé utopique peut changer ou confirmer la vision que l'on a sur le rôle de la globalisation dans notre situation actuelle. C'est cela, donc que je vais faire dans les paragraphes suivants : parler de l'utopie. Si l'on n'explore pas un peu ses particularités, on ne peut pas aborder et comprendre l'analyse qui se fera après la mondialisation.

La première chose à faire est de définir le sens de ce concept. On a tout de même besoin de savoir quelles sont ses caractéristiques principales. Quand apparaît le terme « utopie », il nous vient à l'esprit une première idée : celle de quelque chose d'irréalisable, qu'on ne peut atteindre, qui n'est nulle part. Cette sensation n'est pas erronée, l'utopie n'existe pas, ce n'est pas une réalité actuelle, nous ne pouvons pas la rencontrer, elle est très difficile à obtenir. La deuxième idée que nous avons sur ce terme est qu'il décrit un endroit idéal et

parfait. Un endroit où tous nos souhaits se réalisent, « le meilleur des mondes imaginables pour chacun d'entre nous »[88].

Ce sont les deux perceptions primaires que nous avons d'une utopie : celle de son caractère irréalisable et celle de sa perfection. La réalité utopique ne s'est jamais concrétisée, elle ne se concrétisera jamais pleinement. C'est un monde parfait, idéal, bon pour tous, l'accomplissement de ce que nous souhaitons, à la fois inaccessible et désiré par tous comme une communauté idéale et parfaite. Dans un même temps, quand on décide quelle utopie on veut suivre, celle-ci sert à légitimer les actions qui servent à s'en rapprocher et à dénigrer celles qui se dirigent ailleurs. Ceci implique que lorsqu'on a décidé quelle utopie suivre, on doit adopter deux attitudes face à elle. La première est purement technique : l'important est de disposer des moyens adéquats pour s'approcher d'elle, trouver les actions grâce auxquelles on pourra vraiment se rapprocher de l'utopie fuyante. La deuxième attitude est la prophétique qui tend, à partir des signes perçus à émettre des hypothèses sur le chemin à prendre. Il s'agit de deviner où se dirigera l'utopie quand nous nous en approcherons.

*1. 1. L'impossibilité de l'utopie*

Les deux caractéristiques essentielles de l'utopie sont celles qui lui donnent sa grandeur et sa médiocrité. Sa perfection la rend désirable, attrayante et belle, mais sa propre irréalité et son côté irréalisable paraissent la rendre inutile. De fait, dans la société actuelle, celle-la même qui ne valorise que ce qui peut s'obtenir ou se toucher, la valeur de l'utopie décline de jour en jour. La prendre en compte paraît propre à des personnes qui sont restées dans le passé, qui n'assimilent pas ces progrès technologiques qui ont réussi à rendre réel ce qui n'était qu'un rêve il y a moins d'un siècle. De nos jours, il faut être réaliste, les choses sont comme elles sont, et ce qui est vraiment important, c'est de savoir s'adapter. Pourquoi continuer à penser à quelque chose que nous savons d'avance impossible à atteindre ? L'utopie semble condamnée à être reléguée dans le

[88] NOZICK, *Anarquismo, Estado y utopia*, 1974, p. 288.

rayon des thèmes oubliés, couverte de poussière et de toiles d'araignées. A l'ère des télécommunications, des voyages spatiaux, des ordinateurs, quelle place peut occuper quelque chose qui ne peut pas se toucher ? Nous savons tous que les états parfaits sont impossibles à atteindre, donc autant s'en tenir à l'imparfait et au réalisable. Au moins on sait qu'on peut y arriver. De plus, si le bon côté de l'utopie est qu'elle permet d'avancer, comme l'indiquait le conte d'Eduardo Galeano, ne se passe-t-il pas la même chose avec des objectifs réalistes et accessibles ? Ces buts que l'on peut atteindre peuvent aussi servir à légitimer les actions réalisées par une personne ou une société. Pour finir, si je peux arriver pleinement aux objectifs que je me suis fixés — objectifs, de plus, qui ne changent pas de place — je n'ai pas besoin de prophètes, mais seulement de techniciens qui m'aideront à les atteindre. Tout est plus pratique, c'est terre à terre, c'est possible et donc mieux que l'utopie.

L'objectif réaliste est finaliste, il ne bouge pas, on peut l'atteindre. Une fois qu'on y est arrivé, c'est fini. Le mouvement vers lui s'est terminé. A ce moment-là, on peut s'arrêter, on a atteint le but. Cet acte donne une source de satisfaction et deux d'insatisfaction. La première est de réussir ; il est évident que cela te rend heureux. Tu as obtenu ce que tu désirais tant ! Félicitations ! Cependant tout cela s'accompagne de deux sources de mécontentement. La première se voit quand je n'atteins pas l'objectif désiré : par exemple, ce serait ne pas avoir pu sortir avec la personne avec qui je m'étais décidée à le faire. Même si on sait que c'était quelque chose de parfaitement réalisable, elle est partie avec un ou une autre. Décevant, non ? La deuxième source de déception c'est le jour d'après. Qu'est-ce qui se passe quand on a enfin pu avoir la moto dont on avait tant rêvé, ou qu'on se trouve avec la personne avec qui on a toujours voulu être, ou qu'on visite le pays de ses rêves ? Combien de temps dure la satisfaction d'avoir atteint son but ? Qu'est-ce qu'il se passe ensuite ? Comment on se sent quand l'euphorie du début passe, quand la satisfaction d'avoir réussi s'épuise ? Vous n'avez jamais senti le vide du « et maintenant quoi ? » Je suppose que oui, comme moi et comme n'importe quel voisin. Les limites de l'objectif font que, souvent après lui, il n'y ait qu'à recommencer et à rechercher une nouvelle finalité

pour laquelle se mouvoir. C'est comme l'athlète qui arrive au but et la seule chose qu'il peut faire, c'est retourner au point de départ pour commencer une nouvelle course. S'entremêlent donc la satisfaction que produit le fait d'avoir réussi et le vide que suppose celui de ne pas avoir de remplacement immédiat. Mais qu'est-ce qui est plus grand, le plaisir du succès ou le malaise produit par le désert dans lequel nous nous retrouvons ? Difficile de répondre ! Peut-être parce qu'il n'y a pas de réponse unique. Quelquefois le premier est supérieur au second, et d'autres fois c'est le contraire. Cela dépend de tant de choses... Une des conséquences qui peuvent venir du raisonnement antérieur c'est que les objectifs réalistes doivent se succéder les uns aux autres. Si ceci ne se produit pas, si après un premier succès il n'en existe pas un autre qui vaille la peine de recommencer, on court deux dangers. Le premier est celui de tomber dans ce puits que suppose le manque de motivations pour vivre, pour ne pas savoir pour quoi ou pour qui lutter. L'absence de but à suivre peut conduire, au niveau individuel, à un des maux de notre société, la dépression.

Le second danger que représente le manque de nouvelles fins réalistes à suivre est de chercher à maintenir contre vents et marées, ce qui a été obtenu. C'est-à-dire, s'accrocher à la réalisation obtenue et prétendre que les choses se maintiennent ainsi pour toujours. C'est comme celui qui commence à sortir avec quelqu'un et qui veut que tout soit comme au premier jour, que la passion du début ne cesse jamais, être toujours aussi ému en présence de son partenaire... Dans ce cas, l'objectif réaliste revient à maintenir un état de choses tel qu'il se trouvait à un moment déterminé. Ne pas se mouvoir, au contraire, se maintenir, rester statique, tout ça est contraire au dynamisme inhérent à l'utopie ou à un autre objectif réaliste qui suppose du changement par rapport à la situation actuelle. Prolonger une réalité dans le temps est quelque chose qui demande un grand effort. Si nous pensons à notre vie, nous observerons que très peu de choses durent éternellement. Nos circonstances changent et avec elles, notre existence. Pourrions nous donner le nom d'idéologie à cette dernière légitimation de la permanence d'une situation ? Si nous nous en tenons à la définition que notre dictionnaire donne de ce terme : « ensemble d'idées fondamentales qui caractérise la pensée

d'une personne, d'une collectivité ou d'une époque », nous pourrions penser que oui. C'est-à-dire qu'un groupe ou une personne maintient une pensée qui définit certaines priorités sur d'autres et qui justifie qu'une conjoncture doive se conserver telle quelle. Cet ensemble d'idées peut être appelé idéologie et elle est nécessaire, unie à la force, pour légitimer dans le temps, la permanence de situations imparfaites (qui ne sont pas la société idéale marquée par l'utopie). Pour cela, tandis que dans la pensée utopique, c'est la propre utopie qui justifie les actions à réaliser et le processus à suivre[89], l'immobilisme a besoin d'une idéologie qui justifie pourquoi on cherche à maintenir ce qui a déjà été obtenu et à mener à bien les actions qui en dérivent. Là est le second danger des buts réalistes quand l'un d'eux devient quelque chose de perpétuel, de telle sorte qu'on cherche à maintenir une situation imparfaite dans laquelle il peut exister des sinistrés, malgré les problèmes que cela engendre.

Pour éviter ces deux conflits, celui du manque de motivations pour continuer ou celui de l'immobilisme, on a besoin qu'un objectif réaliste succède à un autre et ainsi de suite. Une continuité d'objectifs de façon à ce qu'un deuxième succède au premier et un troisième au second..., permet d'éviter les problèmes signalés antérieurement. Maintenant, une série de buts réalisables ne garantit pas que ceux-ci suivent une direction quelconque. Chaque nouvelle fin poursuivie peut être indépendante des précédentes. Une finalité de ce type est un point de chute, un endroit où j'arrive et c'est tout, j'y suis arrivé. Je dois encore recommencer une fois de plus à chercher un autre objectif défini auquel arriver et quand je l'aurai atteint, je passerai à un autre. Ne poursuivre que ces buts réalisables peut aboutir à une situation d'instabilité, d'insécurité, de hauts et de bas, de manque de confiance, etc. Sans ce quelque chose

---

[89] Nous n'allons pas entrer ici dans une étude des ressemblances et des différences qui existent entre l'idéologie et l'utopie. Nous nous contentons de constater la nécessité de l'idéologie pour légitimer ces régimes en personnes qui veulent maintenir le *statu quo* dans lequel ils se trouvent. Même si cela paraît soutenir ceux qui pensent que l'idéologie n'a que ce but-là, nous affirmons seulement qu'elle le fait et non qu'elle le fera toujours. En tout cas, comme on l'observera plus loin, il est vrai qu'on soutient l'idée que l'utopie peut être révolutionnaire bien que pas toujours, comme on le verra.

de plus qui donne une direction au cheminement d'une personne ou d'une société vers des objectifs définis, rien n'en garantit la cohérence.

Le fait de savoir, qu'*a priori* il est impossible d'atteindre l'utopie, entraîne beaucoup de personnes à ne pas essayer d'avancer vers elle ; elles croient que ça ne vaut pas la peine de perdre leur temps dans ce type de projets. Pourquoi allons-nous essayer d'arriver à quelque chose que nous savons d'avance impossible à obtenir ? Cependant c'est cette impossibilité qui donne tout son charme et sa force à l'utopie. En premier lieu, l'objectif utopique n'est pas incompatible avec les buts réalisables, mais au contraire, il en a besoin, il les utilise comme cheminement pour se rapprocher de lui. C'est-à-dire que Fernando Birri (le héros de notre conte) fait des pas vers son utopie. Ce sont des pas qu'on peut mesurer, qu'on peut toucher, qui vont dans une direction, en résumé ce sont des objectifs réalistes. Sans eux, notre héros ne peut réaliser son action la plus importante, celle de cheminer vers elle. La différence qu'on trouve dans la pensée utopique par rapport à la précédente tient à ce que, dans ce cas, ce n'est pas une marche chaotique mais cohérente. On avance toujours vers quelque chose. Il y a une direction permanente. De cette façon, arriver à son premier objectif réaliste, faire le premier pas, ce n'est pas une fin en soi mais le tremplin qui lui permet de continuer à progresser vers son utopie. Les petits objectifs réalisables ne sont plus des finalités mais de nouveaux points de départ. Aujourd'hui je m'améliore là et demain, je le ferai là-bas. Je peux faire ce dernier pas parce qu'il en existe un précédent. Ainsi je peux toujours continuer d'avancer. Je serai toujours en marche dans la même direction. J'aurai toujours des objectifs réalistes qui remplaceront ceux déjà obtenus. Si je me trompe ou si je ne réussis pas à faire un des pas prévus, peu importe, je peux rectifier et reprendre de nouveau le chemin. L'important, ce ne sont pas ces buts définis mais de continuer d'avancer dans la direction dans laquelle je me dirige. L'important, c'est l'utopie.

La satisfaction d'avoir obtenu la récompense de ces petits objectifs atteints ne doit pas être inférieure à celle gagnée quand il n'existe que ces objectifs. On a avancé et c'est ce qu'on voulait. Cependant, dans la pensée utopique il est plus difficile

d'avoir la sensation de vide dont nous avons parlé précédemment. Il n'y a pas de raison pour qu'apparaisse ce creux puisque l'utopie continue à évoluer et à nous marquer de nouveaux chemins. Chaque petit objectif atteint est la base à partir de laquelle on continue à évoluer. C'est pour cela que toutes les actions d'une personne ou d'une société sont cohérentes entre elles. Il ne s'agit pas d'un but qu'on atteint et après lequel il faut tout recommencer à zéro, mais d'étapes d'un chemin que le voyageur passe, ce faisant, il se repose avant de reprendre sa route et marquer les pas suivants à partir du point qu'il avait déjà atteint.

Malgré tout ce qui a été dit, une pensée utopique peut se bouleverser avec le temps. Cela se passe habituellement quand la société n'écoute que les pragmatiques ou les techniciens et laisse de côté les prophètes, les explorateurs, ceux qui sont chargés de scruter l'horizon et voir vers où l'utopie choisie évolue. Quand ceci arrive, la société court le danger de ne plus guetter son utopie à l'horizon et de perdre sa capacité à observer ses mouvements pour la suivre constamment. La conséquence directe dont souffre ce collectif est un enlisement, une interruption, un abandon de la poursuite. La situation change et, au lieu d'avancées vers quelque chose d'inaccessible, on passe à un maintien de l'état auquel on est arrivé. Dans ce cas, l'utopie cesse d'être le promoteur d'un mouvement pour devenir une excuse pour perpétuer une situation donnée. Dès que ceci se passe, les avantages de l'utopie s'évanouissent et elle cesse d'exister comme telle. Son souvenir ne sert plus à aller de l'avant mais à justifier la permanence dans un endroit où on se trouve. On est passé de l'utopie à l'idéologie qui utilise la première pour ses propres objectifs de permanence dans une situation imparfaite. C'est une perversion de la pensée utopique mais ce n'est pas elle. Il faut essayer donc de ne pas confondre l'une avec l'autre. C'est le mouvement vers un horizon qui marque la différence entre l'une et l'autre. La société qui ne fait que chercher des raisons pour que rien ne change, même si elle passe par une soi-disant utopie, construit une idéologie qui lui permet de conserver une situation, mais ceci est une autre attitude qui n'a rien à voir avec ce que nous décrivons ici.

*1. 2. La perfection de l'utopie*

Je crois qu'on a déjà pu apprécier comment l'impossibilité de l'utopie fait que la pensée que la première régit est bien supérieure à celle qui n'a aucun objectif ou à celle qui ne recherche que des buts réalistes. Cette incapacité à atteindre l'utopie est étroitement liée à sa propre perfection. C'est-à-dire, il nous est difficile de l'atteindre parce qu'il s'agit d'un concept idéal, parfait, excellent... Maintenant, il est intéressant de savoir en quoi consiste cet idéal, puisque si nous ne le faisons pas, nous considérerions comme utopies des objectifs qui ne le sont pas réellement. Des pensées apparemment utopiques pourraient ne pas l'être. Le fait qu'il existe plusieurs utopies, que chacun peut avoir la sienne et chaque société une différente, rend important le fait de connaître les caractéristiques qu'elle devra remplir pour être parfaite. Le choix de l'une ou de l'autre entraîne des conséquences déterminées non seulement sur mes activités ou sur les lois de ma nation, mais aussi sur ceux qui peuvent se voir affectés par la décision que j'ai prise, moi ou ma société. Quand une communauté ou un particulier choisit une utopie, il faut donc l'analyser en détail pour savoir s'il s'agit réellement d'une utopie ou non. Pour étudier les particularités qui caractérisent une utopie, la première chose qu'il faut se demander est celle-ci: pour qui est-elle idéale et pour qui non ? Ou dit d'une autre façon : s'agit-il d'une société parfaite pour tous ou seulement pour quelques-uns ?

Ce type d'utopie de quelques-uns paraît ne pouvoir s'appliquer que si l'on parle d'objectifs communautaires mais il n'en est rien, on peut aussi se demander pour qui l'utopie est parfaite dans le cas des objectifs individuels. Bien que dans celle-ci, il n'y ait pas de problème apparent de divergence puisque chacun choisit son propre but dans la vie et que ce sera idéal pour lui-même, l'idéal individuel a aussi des conséquences pour ceux qui cohabitent avec celui qui a choisi le sien. Et ce n'est pas seulement parce que l'objectif communautaire s'appuie sur l'objectif individuel, mais aussi parce que ces actions ne sont pas isolées et que, d'une manière ou de l'autre, elles toucheront les autres. Imaginons que l'un d'entre nous ait pour idéal dans la vie de pouvoir contrôler la

volonté de ceux qui l'entourent et de leur faire faire ce que lui désire. Il choisira un chemin ou un autre, la politique, chef d'une secte, la richesse, la mafia... Mais ce qui parait indubitable, c'est que les autres seront impliqués dans son objectif individuel au point d'être lésés s'il y parvient. Si cet objectif individuel était aussi différent du précédent qu'il consisterait à être heureux en faisant le bien des autres, ceux-là même qui auraient la chance de côtoyer la personne ayant ce but dans la vie, se verraient bénéficiaires de ses actions. C'est-à-dire que notre nord personnel peut toucher ceux qui nous entourent de façon positive ou négative. Il est clair que si nous faisions une enquête parmi la population, la plupart voudrait que tous leurs concitoyens aient pour objectif personnel le deuxième qui a été décrit ici puisque c'est de celui-là qu'ils tireraient le plus de bénéfices. D'un autre côté, suivre un idéal ou un autre suppose le soutien aux uns ou aux autres objectifs collectifs. Pour cela, au moment de définir l'objectif individuel, il faut aussi se demander : pour quoi ? Suis-je le seul bénéficiaire ou ses conséquences sont-elles positives pour tous les autres ? Un dessein individuel exclusif va difficilement conduire au rapprochement vers une utopie, puisque les autres ne comptent pas. Pour que l'objectif particulier renforce l'utopie, il faut qu'il y soit inclus de façon que son succès dépende de l'amélioration conjointe de ceux qui l'entourent.

Devant ces deux types d'utopie, il faut se demander laquelle remplit le mieux les conditions de perfection. Quelle est la plus souhaitable ? Si nous étions l'un des privilégiés favorisés par un but élitiste et que nous puissions l'imposer au reste du groupe, peut-être nous répondrions que c'est elle. Cependant, si nous étions dans l'autre groupe, ou si nous pensions que par une quelconque circonstance nous pouvons ne plus appartenir à ce groupe favorisé à un moment de notre vie, il est probable que nous préfèrerions un type d'utopie qui essaie d'être bénéfique pour tous[90]. Cette dernière possibilité est, de fait,

[90] Ça peut paraître une justification basée sur l'argumentation de John RAWLS dans son livre *Théorie de la Justice*. Mais un autre auteur avec une idéologie très différente, Robert NOZICK, dans *Anarchie, Etat et utopie*, cherche aussi la meilleure utopie pour chacun des membres d'une collectivité et non pas

celle qui se rapproche le plus de la perfection que recherche l'utopie. Car, qu'en serait-il de l'utopie sans cette tendance à l'universalité ? N'est-ce pas la vocation de l'utopie de Thomas More[91] ? « Toute théorie de l'organisation sociale qui soit un minimum défendable, dit Sen, tend à exiger l'égalité dans un certain espace ». Cela paraît être un contresens que de parler d'une société idéale qui ne le serait pas pour tous ses membres. De fait, dans presque toutes les nations, nous trouvions des situations dans lesquelles certains groupes se situent au-dessus des autres et personne ne considère pas cette communauté comme parfaite. Une utopie élitiste qui ferait reposer le bien-être d'un ou de plusieurs sur le malaise des autres et qui ne ferait aucun effort pour servir à la totalité des personnes, ne peut être considérée comme un modèle, sauf pour ceux qui en tirent des bénéfices.

Le fait qu'il n'existe qu'une seule utopie lui donne une composante subversive puisque cela implique que ceux qui, pour quelque raison que ce soit, ont une position prépondérante devront la perdre ou au moins la rabaisser. Pour cela, les privilégiés essaieront soit que l'on poursuive leur propre utopie élitiste (que ce soit en évitant qu'il existe des moyens démocratiques qui la changent ou en la cachant pour qu'on ne perçoive pas les problèmes qu'elle comporte), soit que sa position privilégiée se maintienne par l'invention d'une idéologie qui la soutient. Sans l'élément égalitaire, l'utopie perdrait cet ingrédient révolutionnaire que lui attribuent un grand nombre d'auteurs. Pouvons-nous trouver des sociétés dans lesquelles il n'y a pas de groupes avantagés ? Et ceux-ci, ne vont-ils pas se sentir menacés par un objectif qui recherche une plus grande égalité ? C'est pour cela qu'il y a des groupes qui se sentent lésés par l'utopie et peuvent la considérer comme élitiste dans la mesure où ils en sont les défavorisés. De cette façon, bien que l'utopie soit pour tous, dans la mesure où il peut exister des groupes privilégiés, ceux-ci peuvent considérer que ce n'est pas un idéal pour eux.

---

seulement pour quelques-uns. De cette façon, on arrive aussi à la supériorité de l'utopie pour tous.

[91] Voir *Moro, Campanella, Bacon, Utopias del Renacimiento*, FCE, Méjico, 1986. p. XXVI.

Le dernier argument pour confirmer pourquoi l'utopie élitiste n'est pas vraiment parfaite est le suivant : dans un monde où elle se trouverait, s'il existe des groupes privilégiés à côté de personnes plus défavorisées (situation, d'ailleurs, quotidienne dans la plupart des sociétés que nous connaissons), ces dernières désireront au moins appartenir au groupe de ceux qui vivent mieux. Ils aspireront à une autre utopie, non pas pour le préjudice des autres mais pour leur propre bénéfice. Par exemple, une grande partie des victimes de l'apartheid ne voulaient pas que les blancs vivent plus mal, mais vivre comme eux. Cependant, dans le cas (impossible et improbable) où l'on trouverait l'utopie égalitaire, ceux qui refuseraient cette situation chercheraient le préjudice de ceux qu'elle privilégie pour se situer au-dessus d'eux. Une situation est-elle plus parfaite si pour la changer, je n'ai qu'à souhaiter l'amélioration de quelques-uns ? Ou, au contraire, si, pour être modifiée, elle a besoin que quelqu'un désire le mal de l'autre pour obtenir cette amélioration ? Je crois qu'il n'y a aucun doute : la seconde est la plus parfaite pour tous. La société parfaite est celle-là, elle ne peut être modifiée que par le fait que quelqu'un cesse d'être mon égal pour passer à une plus mauvaise situation. Son changement d'état passe nécessairement par le désir de porter un total préjudice à l'un des favorisés par cette société idéale pour qu'un autre puisse se distancier du premier. Dans la situation de l'utopie élitiste, cependant, le changement passe par une aspiration à être comme l'autre plutôt qu'à lui faire du tort.

## 2. L'utopie globale

Maintenant que nous avons parlé de ce qu'est l'utopie et de la supériorité de la pensée utopique sur celle qui ne l'est pas, nous devons nous introduire dans le processus globalisateur. L'exigence qui nous guide est de savoir s'il existe une utopie globale ou au contraire si ce processus ne tend à atteindre que des objectifs réalistes. Pour le savoir, le mieux est d'écouter les défenseurs de la globalisation : « Les défenseurs de la globalisation soutiennent que les pays dont les politiques créent moins d'obstacles au commerce international ont une croissance plus rapide grâce à la promesse simple mais

considérable que l'intégration économique internationale améliorera les résultats économiques, la globalisation apparaît comme extrêmement attirante... Au fur et à mesure que les pays réduisent les barrières douanières ou non douanières qui entravent le commerce, et s'ouvrent aux flux de capitaux internationaux, les perspectives de croissance augmentent », dit le bulletin du FMI. « Nous, nous ne devrions avoir aucun doute à affirmer qu'il est vrai que durant la seconde moitié du vingtième siècle, on a vécu des progrès sans précédents. On a vu un plus grand nombre de personnes et une plus grande proportion de la population mondiale prospérer comme jamais dans l'histoire et on a vu plus de gens profiter d'un accroissement du revenu de loin supérieur à tout ce qui s'était avant vu. Ce sont quelques-uns des bénéfices de la globalisation [92] ». Vu les affirmations antérieures, on en déduit que la mondialisation prétend en dernière instance, améliorer le revenu par tête des citoyens. C'est cela : la mondialisation attire parce qu'elle se base sur sa capacité à engendrer la croissance qui paraît être à son tour le seul chemin menant au bien-être de tous et au progrès des peuples. Peut-être, ceci se verra plus clairement avec le titre du livre co-signé par Oscar Lafontaine (qui a été le président fédéral du Parti Social Démocrate allemand et ministre de l'économie de ce pays) et par Crista Müller « Il ne faut pas avoir peur de la globalisation. Bien-être et travail pour tous ». Un des chapitres s'intitule « Bien-être, plein-emploi et stabilité sont les objectifs. La voie d'accès : la croissance »(Lafontaine; Müller, 1998, p. 255).

On devine alors une utopie apparente derrière le processus de globalisation : le bien-être pour tout le monde. « La globalisation est appréciée comme source de nouvelles opportunités qui promettent la croissance de la productivité et de meilleurs niveaux de vie » (Banque Mondiale, 1999, p. 5). De meilleurs niveaux de vie, plus de bien-être, un revenu supérieur à celui de n'importe quel moment de l'histoire, ce sont des expressions qui traduisent la même chose. Une amélioration qui peut être comptabilisée à travers des valeurs

---

[92] FISHER, S., *Globalization: Valid Concerns ?* Washington, International Monetary Fund, p. 3.

monétaires, les chiffres du revenu par habitant des citoyens de tous les pays. On envisage alors ce qui paraît être une réelle utopie : le bien-être de tous les habitants de la planète. Et en y pensant bien, ça n'y ressemble pas, ça l'est vraiment. Elle remplit les caractéristiques essentielles de toute utopie, il s'agit à la fois de quelque chose d'irréalisable et d'une situation idéale. Sûr que nous pourrions rencontrer beaucoup de gens qui délaissent un monde comme ça pour lui préférer notre monde actuel ? N'est-ce pas notre désir que de vivre dans un monde meilleur, dans lequel nous aurions tous suffisamment pour vivre et dans lequel il n'existerait aucune nécessité économique ? N'est-il pas vrai que nous voulons toujours plus et que nous ne nous conformons jamais à ce que nous avons ? Serait-elle accessible, cette situation parfaite ? Il convient d'approfondir un peu plus pour savoir si cet objectif est réellement une utopie et vérifier s'il remplit ses deux caractéristiques essentielles.

*2. 1. L'utopie globale est impossible*

On ne peut pas atteindre pleinement l'utopie de la globalisation. Je ne me réfère pas seulement à cette impression (assez répandue d'ailleurs) qu'il est impossible de trouver le bien-être pour tous, que les pauvres qui ont et auront un revenu inférieur à celui nécessaire pour vivre, ont existé et existeront toujours. Bien que ceci représente une part de l'impossibilité de cette utopie, ce n'est pas sa seule composante ni la plus importante. Regardons un exemple qui l'illustre. La France a un revenu moyen par personne et par an 57 fois supérieur à celui des nations à revenus faibles (Banque Mondiale, 2000). Ceci signifie qu'un habitant qui gagnerait la quantité annuelle moyenne de ce dernier groupe de pays devrait travailler pendant 57 années pour gagner la somme que reçoit annuellement un citoyen français qui aurait le revenu moyen de son pays (soit 22 000 € environ). Cependant, le gouvernement français et une grande partie de sa population considèrent n'avoir atteint aucun plafond. Il croit qu'on peut encore faire mieux et essaie, par ses mesures de politique économique, de promouvoir la croissance économique pour permettre à ses citoyens de jouir d'un revenu par habitant

supérieur d'année en année. On peut penser que les revenus annuels d'un Français moyen sont une illusion pour le citoyen moyen de Côte d'Ivoire (par exemple), et que nombre des citoyens de ce pays considèrent que, vu leur situation, il est impossible d'arriver à ce niveau. Maintenant, nous pouvons être sûrs que (telles que sont les choses en ce moment), si les citoyens de cette nation africaine y parvenaient l'année prochaine, ils ne seraient pas satisfaits et comme cela se passe chez des Français, ils convoiteraient un revenu par habitant plus important pour accéder à des niveaux supérieurs de bien-être. Ceci vous rappelle le conte ?... (*J'avance de deux pas, elle s'éloigne de deux pas. J'avance de dix pas et l'horizon s'éloigne de dix pas en arrière. Pour autant que j'avance jamais je ne l'atteindrai...*). On peut toujours être mieux que ce que l'on est en ce moment. En fait l'impossibilité de cette utopie ne réside pas seulement dans le fait de sembler être une situation que l'on ne peut pas atteindre, mais aussi dans le fait que si on arrivait jusqu'à elle, les citoyens bénéficiaires penseraient qu'on peut aspirer à des niveaux de vie supérieure. La barre serait donc un peu plus haute. Plus on en a, plus on en veut.

Les avancées d'une société pour se rapprocher de cette utopie qui s'éloigne sans cesse, sont les objectifs réalistes dont on a fait mention dans la première partie. Dans la globalisation, l'avancée se réalise à travers la croissance économique qui se reflète justement dans la croissance du revenu par habitant de ces pays, d'où l'importance de ce qui suit : « la croissance économique n'est pas tout, mais sans elle on va nulle part » (Köhler, 2000a : p. 304). L'affirmation du Directeur du Fonds Monétaire International d'alors est très claire. La croissance économique est la manière d'avancer, c'est la façon dont nous pouvons nous approcher de notre utopie globale. L'importance de la croissance est telle que certains parlent du « culte de la croissance » (Laird, 2000, p. 7) et d'autres la voient comme une véritable foi, avec le pouvoir de déplacer des montagnes »[93], « il existe une foi générale en les vertus du progrès économique »[94]. La croissance est la clé pour les gouvernements, les

[93] GAAY, F., KLEIN, B., *God and the Goods. Global Economy in a Civilizational Perspective*, Geneva, WCC Publications, 1999, p. 18.
[94] STIGLITZ, J. E., *Economía*, Barcelona, Ariel, 1993, p. 94.

investisseurs, les entreprises, les académiciens, les banques... L'utopie du bien-être ne peut se comprendre sans elle. Un exemple : « Le comportement de l'économie des États Unis a été impressionnant. Dans le période 1997-2000 le Produit Intérieur Brut a augmenté avec un taux annuel de 4,8 % » (López ; López, 2000, p. 9). Les États Unis ont été l'exemple à suivre durant ces années et son succès s'est basé sur sa capacité à générer une croissance économique continue. Tout cela, malgré un revenu moyen par habitant et par an classé le huitième plus élevé du monde (Banque Mondiale, 2000) ce qui n'empêche pas que son objectif unique soit toujours croître et croître, même si de nombreuses nations voient comme un rêve inaccessible ce niveau de vie. Son importance est telle que, très souvent, on confond la croissance économique avec sa soi-disant conséquence principale, augmenter le bien-être et l'emploi de tous les citoyens.

Donc il est impossible d'arriver à l'utopie globale puisqu'elle s'éloigne progressivement au fur et à mesure que chaque pays s'en rapproche. Tout ceci produit un véritable désir de croître toujours plus, qui maintient les nations et le monde en général en tension et en mouvement vers son utopie globale.

*2. 2. L'utopie globale est parfaite*

L'utopie globale est aussi parfaite. La croissance économique peut et doit profiter à tous. Le Directeur du Fonds Monétaire International expliqua à la conférence de clôture des réunions annuelles 2000 de cette institution et de la Banque Mondiale que « le sujet qui s'est répété dans ces salles a clairement été la nécessité de la globalisation pour tous... il incombe aux institutions qui fixent le système économique mondial de s'assurer que la globalisation se traduit par une vie meilleure pour tous. Nous devons aider les pays à profiter des opportunités qu'offre une économie globale » (Köhler, 2000b, p. 1). Comme on l'a déjà vu, tous ne tirent pas bénéfice de l'utopie, on ne peut pas la classer comme telle. Dans les manuels de base qu'utilisent les étudiants d'introduction à l'économie, on indique clairement : « La croissance économique est vitale pour les citoyens d'un pays parce qu'elle signifie

l'augmentation des salaires réels et l'amélioration des niveaux de vie » (Samuelson ; Nordhaus, 1993, p. 662). « La croissance économique est l'outil le plus puissant pour engendrer une amélioration des niveaux de vie dans le long terme. Que nos niveaux de vie augmentent au fil du temps dépend surtout de l'augmentation du revenu national » (Lipsey ; Chrystal, 1999, p. 628). L'utopie repose sur le fait que ces bénéfices sont pour toute la population. C'est pour cela que, comme cela se passe aux Etats-Unis, réussir à augmenter les taux de croissance économique à un niveau mondial va permettre aux citoyens de cette planète de pouvoir jouir de meilleurs niveaux de vie, ce que l'on peut reconnaître comme une amélioration du bien-être (Mankiw, 1998).

*2. 3. Les moyens d'atteindre cette utopie globale*

Quelqu'un doute-t-il encore que la globalisation ait sa propre utopie ? Le bien-être de la population, conçu comme synonyme d'une croissance des niveaux de vie, résultat (uniquement) d'une augmentation du revenu par habitant et à laquelle on arrive par la croissance économique a toutes les données pour qu'il s'agisse d'une utopie. Ce dernier objectif, comme on l'a déjà évoqué, est celui qui légitime toutes les actions qui sont décidées de la part d'un État ou de la part de la politique globale. « La croissance économique est depuis longtemps un objectif économique et politique fondamental pour les pays » (Samuelson ; Nordhaus, 1993, p. 661). Il en est de même avec les actions globalisatrices. Comme l'utopie est évidente, le reste (comme on l'a signalé dans la première partie de l'article) est un problème technique. Seules les mesures qui favorisent la croissance soutenue vont être considérées comme valables. « La croissance économique est le facteur le plus important dans le succès économique des pays, à long terme (Samuelson ; Nordhaus, 1993, p. 661). De fait, un des principaux motifs utilisés pour expliquer pourquoi les nations à régime socialiste échouèrent est que « les économies planifiées se sont montrées incapables de faire augmenter les niveaux de vie à des rythmes proches de ceux des économies de marché » (Lipsey ; Chrystal, 1999, p. 12). De cette façon, face à cette utopie globale, tout est clair, on n'a pas besoin d'idées ou

d'opinions mais de science et de vérifications empiriques. Tout ce qui n'aboutit pas à une croissance économique doit être laissé de côté et il faut suivre ces chemins qui nous mènent vers une croissance du revenu par habitant supérieure.

Il n'y a plus donc qu'à appliquer ces recettes qui permettent d'arriver à la croissance économique. Bill Gates affirmait il y a quelque temps : « La région de Seattle prouve clairement que le commerce crée de l'emploi, fortifie les salaires, encourage la croissance économique, augmente les choix des consommateurs et, à la longue, augmente la productivité et la concurrence » (Gates, 1999, p. 4). D'un autre côté, Elena Pisonero Ruiz (Secrétaire d'État au commerce, au tourisme et des PME du gouvernement espagnol à ce moment-là) déclarait aussi, en se référant à la libéralisation du commerce, que « les bénéfices pourraient être de l'ordre de 400 000 millions de dollars annuels, selon les dernières études réalisées. La libéralisation qui eut lieu dans la Ronda Uruguay supposa 200.000 millions de dollars de bénéfice. L'Espagne est convaincue que des normes commerciales de base et de lien à un niveau multilatéral, ainsi qu'une plus grande ouverture des économies sont des facteurs importants pour encourager la croissance et le développement ». (Pisonero, 1999, p. 52). C'est que «le profit dérivé du commerce se traduira par une plus grande production mondiale et donc une augmentation du niveau de vie » (Schiller, 1994, p. 363). Cette conviction généralisée comme quoi le libre commerce accélère le rythme de croissance des économies et que ses conséquences peuvent se traduire en dollars sonnants et trébuchants, en fait l'un des chemins incontestés pour atteindre l'utopie globale et la libéralisation du commerce. C'est là l'objectif principal de l'Organisation Mondiale du Commerce qui réunit 184 pays en ce moment. La suppression des obstacles au libre-échange est donc un des symboles du processus globalisateur car il est considéré comme un des principaux moyens nécessaires à l'accroissement économique soutenu, qui est, à son tour, la voie pour s'approcher de l'utopie globale.

Comme cela se passe avec la libéralisation du commerce international, il en va de même pour les mouvements de capitaux. « Libérer les comptes des capitaux peut conduire à une augmentation de l'investissement, une croissance

économique plus rapide et de meilleurs niveaux de vie »[95]. « La libéralisation financière a tendance à être plus efficace quand il s'agit d'augmenter la croissance économique par le biais d'une plus grande productivité de l'investissement »[96]. On peut observer donc qu'il existe aussi une conviction généralisée selon laquelle la libéralisation des mouvements monétaires sur l'ensemble de la planète va aboutir à une amélioration des taux de croissance. C'est donc avec raison un des points importants de la globalisation financière. Le Fonds Monétaire International soutient l'approfondissement du mécanisme de libération des mouvements de capitaux, comme le faisait l'Organisation Mondiale pour le Commerce. Le fait que 184 pays soient membres du FMI démontre, d'une certaine façon, le soutien généralisé sur lequel il s'appuie. C'est aussi un des grands supports du processus et uni au précédent, ils soutiennent ce qu'on tend à appeler la globalisation.

Une troisième source importante de croissance économique est la connaissance. Le Rapport sur le Développement Mondial 1998/1999 démontre jusqu'à quel point réduire les différences des connaissances – par l'acquisition, l'absorption et la communication de celles-ci – peut contribuer à stimuler la croissance économique et à améliorer le bien-être de la population dans les pays en voie de développement. Le progrès technique est source de croissance économique puisqu'il permet de fabriquer une plus grande quantité de biens dans le même temps de travail. La génération des nouvelles inventions est donc en étroite relation avec le progrès économique des nations. La diffusion et la transmission de ces connaissances entre pays nécessitent des moyens de communication qui facilitent la circulation de l'information sur elle-même de certains pays à d'autres. Pour tout cela, la globalisation voit aussi dans l'amélioration des connaissances un chemin à suivre pour atteindre la croissance désirée. De cette façon, des moyens de renforcer la recherche, la transmission du savoir et le bénéfice économique de ceux qui

---

[95] GUITIÁN, M., « The challenge of Managing Global Capital Flows », *Finance&Development*, Vol, 35, n. 2, juin 1998, Washington, p. 1.

[96] MEIER, G., *Leading issues in economic development*, Oxford, Oxford University Press, 1995, p. 210.

apportent des innovations à notre monde s'articulent sur les droits de la propriété intellectuelle. La diffusion et la création de nouveaux savoirs contribuent aussi à rapprocher notre monde de son utopie. Ce n'est pas en vain que le Programme des Nations Unies pour le Développement définit la globalisation comme « l'ampliation et l'approfondissement des courants internationaux de commerce, finances et information en un seul marché mondial intégré »[97]. Le processus globalisateur a donc sa propre utopie, et ses principales composantes le sont parce qu'elles permettent au monde d'avancer pas à pas vers un revenu par habitant plus important chaque année.

### 3. Le bien-être comme utopie globale

Comme on l'a vu, le bien-être de tous les habitants de la Terre, c'est l'utopie qui guide les pas de la globalisation. Toutes ces activités qui s'intensifient dans ce processus vont être bienvenues et légitimées par leur capacité à réussir, à s'approcher de cet objectif qui ne cesse de bouger. Le bien-être est identifié à l'obtention de plus de revenus donc, dans la mesure où son augmentation se mesure par la croissance économique, celle-ci acquiert une importance capitale au point de se confondre avec l'utopie elle-même. Il s'agit de concepts simples, qui peuvent être compris avec une facilité par n'importe qui, sans nécessité d'avoir une formation universitaire. Ils peuvent être comptabilisés et mesurés sans grande difficulté. Les citoyens et les institutions peuvent connaître les chiffres de la croissance économique et les prévisions de vérifier si les mesures prises ont été adéquates ou non. Tous ces avantages sont, en partie, ceux qui permettent que l'utopie globale du bien-être soit acceptée par une grande partie de la population comme valide. Les objectifs réalistes qui mènent à l'utopie sont tangibles, simples et clairs. Il suffit seulement de prendre les mesures qui nous permettront de les atteindre et ensuite d'évaluer les résultats obtenus pour vérifier leur efficacité.

---

[97] PNUD, *Informe sobre desarrollo humano 1997*, Madrid, Mundi-Prensa Libros.

*3. 1. Bien-être et croissance*

Il faut se demander s'il est vrai que le bien-être est lié de façon directe au revenu qu'obtient une personne ou s'il a d'autres aspects différents qui l'influencent. Nous pouvons penser que c'est exact si nous prenons l'exemple d'une personne qui se trouve dans une situation telle qu'elle ne peut pas manger à sa faim pour subsister et dont toutes les inquiétudes journalières se tournent vers l'obtention d'un minimum pour survivre durant cette journée. Le bien-être de cette personne dépend, de façon directe, de l'obtention de revenus suffisants pour pouvoir manger correctement jour après jour et pour pouvoir libérer un certain temps afin de pouvoir se consacrer à d'autres activités plus agréables que celles de chercher sa subsistance journalière. Si nous parlons maintenant de quelqu'un dont les revenus lui permettent de couvrir toutes ses nécessités de base, son bien-être va t-il dépendre uniquement de sa réussite à augmenter ses revenus annuels ? Nous pourrions penser que non. Il existe de nombreux autres facteurs dont cela dépend. Combien de gens connaissons-nous qui jouissent de meilleurs revenus que les nôtres et qui ne vivent pas mieux que nous pour autant ? C'est-à-dire qu'atteindre un niveau de vie déterminé est vital pour certaines personnes puisque sans celui-ci, elles ne peuvent pas se libérer de la servitude que représentent la faim, la mauvaise santé, l'ignorance... Mais à partir de ce point, le revenu par habitant peut passer à un second plan attendu qu'avoir quelques dollars de plus en poche cesse d'être une question de vie ou de mort. De fait, « la croissance du revenu national est un concept excessivement général et abstrait pour constituer un objectif raisonnable de la politique. Dans le même ordre d'idées, il faut admettre que le PNB n'a jamais eu pour objet de représenter un ordre de grandeur du bien-être des êtres humains »[98]. Avec ces considérations, la relation utopique décrite dans le paragraphe précédent se brise. Tant que le bien-être ou le niveau de vie sont intimement liés au revenu de

[98] PNUD, *Informe sobre desarrollo humano 1996*, Madrid, Mundi-Prensa Libros.

chacun, l'utopie se maintient. Mais, que se passe-t-il quand ce n'est pas le cas ? Quand s'aperçoit-on réellement que le revenu par habitant n'est pas un indicateur du bien-être, que le niveau de vie ne dépend pas seulement du revenu qu'on a ? Cette conception du bien-être clairement utilitariste est incomplète et systématiquement de travers, ce qui, malgré l'acceptation généralisée par sa facilité de compréhension et d'analyse, fait qu'elle soit loin de rassembler d'autres éléments qui influent aussi sur le niveau de vie d'une personne comme peuvent être la liberté, la valeur des choses (qui ne se mesure pas seulement par leur prix), le temps de loisir, l'environnement naturel, l'appartenance à un groupe et son identification à lui..., et aucun d'entre eux n'est pris en compte dans le revenu par habitant.

*3. 2. Bien-être et croissance : Pour tous ?*

Une autre des composantes de cette utopie qu'il faut analyser est celle de sa vocation de service pour tous les citoyens. C'est-à-dire : toute la population tire-t-elle vraiment des bénéfices du bien-être qu'on poursuit (laissant de côté les considérations antérieures) ? Comme on l'a déjà signalé, ceci est une condition indispensable pour que l'utopie existe. Si les bénéfices ne sont que pour quelques-uns, on a déjà vu qu'on ne pouvait pas parler vraiment d'utopie, mais de ce que l'on a appelé une utopie élitiste. En apparence l'utopie que nous analysons ici remplit cette condition. C'est-à-dire que, apparemment, un revenu moyen par habitant supérieur va apporter des bénéfices à tous, aussi bien à ceux qui sont mieux situés comme à ceux qui sont plus mal lotis. Tout a l'air de s'ajuster jusqu'ici ; cependant, tout le monde ne profite pas dans la même mesure de la croissance économique. En fait, la croissance économique ne se trouve pas reliée inexorablement à une amélioration pour tous les membres de la société dans laquelle on la rencontre. L'exemple nous est donné par les chiffres de la croissance des revenus moyens et mondiaux par habitant entre 1975 et 1995 : pendant que le revenu mondial par habitant augmentait à un taux moyen annuel de 1,1%, celui des pays moins avancés baissait de 0,2% annuellement. Ceci démontre deux choses, la première est que l'accroissement du

revenu mondial ne profite pas à tous de la même façon (circonstance déjà indiquée) et la seconde est que les inégalités entre les plus défavorisés et les autres ont augmenté.

Il est clair que « les niveaux de prospérité sans précédent qu'a atteints l'économie mondiale dans la deuxième moitié du XX^e siècle » et dont se glorifiaient « les leaders des huit plus grandes démocraties et le président de la Communauté Européenne réunis à Okinawa»[99], ne sont pas arrivés à tous. La croissance réelle du revenu par habitant des pays industrialisés dans la période 75-97 a été de 53 % tandis que celle de l'ensemble des pays en voie de développement a été de 51 %[100]. La production globale augmente et les plus favorisés sont les pays les plus riches. La différence entre les uns et les autres augmente aussi. Alors qu'en 1975, un habitant moyen d'un pays en voie de développement avait besoin de 20,9 ans pour toucher le revenu moyen annuel des pays industrialisés, en 1997 cette différence s'est amplifiée à 21,2 ans. La différence se donne en chiffres absolus. De même, alors qu'en 1975 le revenu par habitant des pays industrialisés était de 11 989 dollars au-dessus de la moyenne des pays en voie de développement, en 1997, cette différence atteignait le chiffre de 18 375 dollars[101]. De fait, le revenu moyen des 20 pays les plus riches est 27 fois supérieur à celui des 20 nations les plus pauvres ; ce gouffre s'est multiplié par deux dans les 40 dernières années. On pourrait apporter plus d'exemples et de données qui démontrent la même chose : la croissance n'a pas profité à tous mais seulement à quelques-uns. Les différences entre ceux qui possèdent le plus et ceux qui possèdent le moins se sont creusées pendant ce dernier quart de siècle.

Tout ceci nous montre que, dans la mesure où nous considérons que l'utopie de la globalisation est la croissance, le processus a atteint ses objectifs. La croissance n'a jamais été aussi forte. Mais ce résultat ne s'est pas traduit par un meilleur

---

[99] G 8, Communiqué Okinawa 2000, Okinawa, 23 juillet 2000.

[100] Ces calculs ont été faits avec les données du *Rapport sur le Développement Humain* (1999) dans son cadre statistique n. 6 : Tendances du développement humain et du revenu par habitant.

[101] Il faut préciser que ces calculs s'expriment en dollars constants (c'est-à-dire sans inflation).

bien-être de tous ; ni même de la majorité (les pays en voie de développement comptent presque 3 000 millions d'habitants tandis que ceux industrialisés ne comptent que 735 millions). De plus sur des marchés de plus en plus globalisés, les prix se ressemblent de plus en plus entre pays, et cela mène à ce que les différences absolues de revenus soient chaque jour plus importantes. Les différences de prix entre des pays et d'autres ne sont pas de 1 à 20 comme c'est le cas des revenus mais bien moindre et la brèche se resserre continuellement. Nous nous retrouvons donc devant une utopie apparemment pour tous mais qui, dans l'expérience quotidienne, n'est finalement bénéfique qu'à quelques-uns. On dirait donc que ce n'est pas une utopie pour tous mais une utopie élitiste. Seuls ceux qui ont déjà beaucoup et une portion très réduite de ceux qui en ont le plus besoin tirent des bénéfices du processus globalisateur. Il ne remplit pas la condition de perfection. Les protestations qui s'organisent chaque fois qu'une des institutions internationales promotrices de la globalisation se réunit quelque part dans la géographie mondiale, sont un échantillon de l'ensemble des organisations et personnes qui croient que cette utopie n'est pas faite pour eux.

*3. 3. Les chemins qui conduisent à la croissance*

Les dernières composantes de l'utopie globale qu'il faut citer sont les chemins qui ont été pris pour atteindre ses taux supérieurs de croissance mondiaux, la libération du commerce, des finances et de l'information. Comme on l'a vu, ces activités ont permis l'augmentation des taux de croissance conjointe de ceux qui les réalisent. En même temps son résultat final est d'arriver à ce que ces pays qui les pratiquent s'intègrent dans une économie de marché supérieure au cadre national dans lequel ils sont plongés. On passe donc d'une organisation économique basée dans les différents États, à une autre où ces mêmes États s'intègrent dans une économie qui les englobe tous. Ce sont là les deux lignes directrices que va suivre ce point. La première va analyser si les différentes libéralisations arrivent à profiter à tous ou si, au contraire, leurs bénéfices sont répartis inégalement entre les différents groupes que devraient être les récepteurs théoriques. La seconde traitera de

l'économie de marché pour voir les défauts qu'elle a, comment on peut y remédier et les mesures qui sont prises dans l'actualité pour le faire.

D'abord, il faut dire que, bien que les défenseurs de la globalisation maintiennent que les pays dont les politiques créent des obstacles au commerce international croissent plus rapidement..., les évidences empiriques n'indiquent pas l'existence d'un lien direct entre les politiques commerciales et la croissance. C'est-à-dire que, même si l'ouverture du commerce peut se traduire par une augmentation de la production mondiale grâce à la spécialisation de la production, on peut trouver le cas d'une nation qui se sera spécialisée dans un bien dont le prix chute sur les marchés internationaux. Ceci provoque une croissance moindre pour ce pays, ce qui débouchera en fin de comptes sur une augmentation des inégalités internationales. Pour éviter ceci, l'ouverture des marchés « doit s'accompagner de certaines conditions préalables ou des politiques parallèles pour engendrer la croissance »[102]. En même temps, la libéralisation du commerce peut aussi apporter une augmentation des inégalités et de la pauvreté à l'intérieur de la nation : « il est absurde de prétendre que la libéralisation n'a jamais poussé personne vers la pauvreté dans certaines circonstances »[103]. Il est clair que la libéralisation du commerce pour elle-même ne profite pas à tous les citoyens qu'elle touche. De plus elle ne réduit pas toujours la pauvreté dans les endroits où on la pratique. Il est nécessaire qu'elle s'accompagne d'autres mesures de politique économique pour arriver à ce que le partage de la croissance soit le plus équilibré possible à l'intérieur de la nation. En même temps, ces activités internes pour arriver à ce que la libéralisation du commerce profite à tous doivent s'associer à des politiques de niveau mondial pour que les pays pauvres et la population nécessiteuse progressent réellement.

---

[102] WINTERS, A., *Trade, Trade Policy and Poverty : What are the Links ?*, 7th February 2000, Centre for Economic Policy Research London and Centre for Economic Performance London School of Economics, p. 41.

[103] WINTERS, A., *Trade Liberalisation and Poverty*, February 2000, Centre for economic Policy Research London and Centre for Economic Performance London School of Economics.

D'un autre côté, il faut souligner, que malgré toutes les bonnes intentions, les pays les plus industrialisés ne libéralisent pas le commerce de tous les biens. Ils maintiennent des barrières et des restrictions aux mouvements de ces marchandises dont leur production nationale pourrait se voir affectée par la concurrence des producteurs des pays les moins développés. De cette façon, alors que ceux-ci pourraient obtenir de plus importants revenus par la vente de biens agraires ou textiles (entre autres), leurs possibilités se voient réduites par les obstacles imposés par ceux qui seraient leurs acheteurs potentiels. Il se produit alors une situation d'hypocrisie de la part des pays les plus riches qui, d'un côté veulent parvenir à la libéralisation commerciale la plus ample, tandis que de l'autre, ils essaient de retarder au maximum la suppression des barrières sur les biens pour lesquels ils se voient lésés. La libéralisation du commerce n'est pas totale, mais se met en place à des vitesses différentes, la plus importante étant celle qui porte préjudice à ceux qui possèdent le moins. On pourra alors observer que ce chemin vers le développement de la croissance ne profite pas à tous. Pour y arriver, il faut l'accompagner de mesures nationales et internationales qui soutiennent les plus défavorisés. La libéralisation pour elle-même ne garantit pas que tous vont recevoir une part de ses bénéfices. De plus, une libéralisation partielle comme celle d'aujourd'hui, dans laquelle les pays les plus riches tirent la couverture à eux, suppose des résultats encore plus préjudiciables pour ceux qui possèdent le moins.

En second lieu, nous nous trouvons devant la libéralisation des mouvements des capitaux. Celle-ci, comme on l'a déjà dit, favorise l'augmentation du taux de croissance de la production mondiale. Mais elle a aussi un coût important. Il est établi que les crises financières sont devenues plus fréquentes et que leurs coûts sont plus élevés. Les crises financières sont beaucoup plus habituelles dans la nouvelle structure financière internationale et cela touche particulièrement les pays à faible revenu qui voient leur taux de croissance diminuer fréquemment vers des niveaux négatifs. De plus, le problème de la dette extérieure des pays plus pauvres limite énormément leur croissance parce qu'une grande partie des revenus qu'apportent leurs exportations doivent servir à payer les

intérêts et les amortissements de cette dette extérieure[104]. De fait, chaque année, les flux financiers des pays les moins développés vers les pays industrialisés sont supérieurs à ceux que ces premiers reçoivent en Aide Officielle au Développement et dans la plupart des cas en investissement direct. La libéralisation des finances et le volume croissant des fonds que l'on trouve sur les marchés financiers internationaux aident à multiplier les crises financières de plus en plus profondes et à augmenter les problèmes de remboursement de la dette extérieure des pays les plus pauvres.

En troisième lieu, en ce qui concerne les connaissances, nous nous trouvons aussi devant un dilemme. D'une part, leur diffusion entraîne une croissance économique. Toutefois, protéger fermement les droits économiques de ceux qui engendrent des connaissances peut provoquer une redistribution des bénéfices obtenus inégale et favorable à ceux qui possèdent le plus. Cela produit alors une tension. Sans une protection des droits de ces géniteurs de connaissances, il est peu probable que les entreprises ou les particuliers dépensent beaucoup pour ce but puisqu'ils n'auraient pas de façon de récupérer l'argent investi et donc la recherche serait en définitive un choix économiquement ruineux. En même temps, défendre excessivement et durement ces droits permet aux chercheurs ou aux entreprises qui patentent la création, de profiter des avantages engendrés par le monopole d'exploitation de cette connaissance. Cela suppose de gros bénéfices économiques soit en fixant un prix élevé, soit en vendant les licences de fabrication à d'autres entreprises. Avec cette défense à outrance, on perd, cette fois, l'opportunité sur laquelle ont compté certains pays dans le passé, de développer leur économie en profitant à bon prix des connaissances qui s'étaient fabriquées dans les pays les plus développés. C'est chaque jour plus difficile à réaliser car les bénéfices qu'on tire des innovations sont appropriés par leurs propres créateurs, qui sont situés dans les pays les plus riches, spécialement aux Etats-Unis, au Japon et dans l'Union Européenne. De cette

[104] Pour les pays en voie de développement ces coûts supposaient 18,4 % du total des exportations de biens et services en 1997. Voir PNUD, 1999, p. 196.

façon, pour défendre les créateurs d'innovation, on met en place des mesures clairement préjudiciables aux pays les moins développés qui voient limitée leur possibilité d'accéder à ces connaissances qui ne sont source de richesse que pour quelques-uns.

Toutes ces étapes précédentes ont pour finalité la création d'un marché unique à l'échelle mondiale. On fait cela parce que l'économie de marché se présente comme le système qui engendre la plus grande croissance économique. Maintenant, comme l'indique n'importe quel manuel d'introduction à l'économie, ce système comporte ce qu'on a appelé des défauts de marché. C'est-à-dire, un système pur de marché donne à des problèmes économiques des réponses qui ne sont pas les meilleurs entre les possibles. Nous n'allons pas nous centrer sur tous mais sur les deux qui nous intéressent le plus pour le sujet traité maintenant : les cycles économiques et les défauts d'équité. Le marché par lui-même produit des périodes pendant lesquelles la croissance économique est forte, suivies par d'autres pendant lesquelles celle-ci se réduit. Ce processus se répète successivement et crée ce qu'on appelle des cycles économiques. C'est pour ça que le fait que l'économie mondiale se rapproche de plus en plus d'un marché unique ne garantit pas une croissance plus forte et soutenue mais que notre planète subira des oscillations périodiques de son taux de croissance, qui produiront des cycles économiques globaux. D'un autre côté le système pur de marché a un autre défaut, qui est celui de l'équité. C'est-à-dire que son implantation suppose une augmentation des différences entre ceux qui possèdent le plus et ceux qui possèdent le moins. Ses mécanismes profitent à ceux qui ont les revenus les plus importants et leur permettent de les augmenter à un taux supérieur à ceux qui disposent de moins de fonds. Le marché avantage le grand qui mange le petit et cela se retrouve à travers un autre de ces défauts, celui de la création de monopoles. Le marché n'est plus égalitaire, mais au contraire, ses effets bénéfiques cessent de s'adresser à tous.

Le fait que la libéralisation du commerce, des finances, la diffusion des connaissances et la création d'un marché unique à niveau national n'ait pas abouti à créer de grandes différences à l'intérieur des pays qui l'ont pratiqué, est dû au rôle

compensateur d'un État fort. C'est ce que les livres d'introduction à l'économie appellent « Le rôle économique de l'État qui essaie de corriger les défauts du marché ». Pour cela, l'État prenait et prend des mesures pour arriver à ce que la croissance qui peut découler des mesures économiques de libéralisation n'amplifie pas les inégalités. À un niveau international, cependant, cette institution n'existe pas. Les principales institutions qui soutiennent le processus n'ont pas cette fonction mais celle de promouvoir l'approfondissement du processus d'intégration mondial vers un marché unique. Elles permettent la libéralisation commerciale et financière, elles augmentent la protection et les prébendes économiques des créateurs de connaissances mais leur pouvoir de prendre des mesures de redistribution est pratiquement nul. De plus, il s'agit d'institutions qui, bien qu'elles soient composées de nations démocratiques, ont une structure interne dans laquelle la répartition du pouvoir est très peu égalitaire. Le nombre de votes appartenant à chaque pays a une relation directe avec son apport monétaire dans le FMI et dans la Banque Mondiale. Ça entraîne, cela n'échappera à personne, que les décisions qui importent sont celles soutenues par les pays les plus riches qui ont apporté le plus de fonds. Il s'agit donc d'institutions dont le but principal est d'amplifier le processus de globalisation ; mais elles ne respectent pas (loin de là) la fonction de redistribution des Etats dans les économies nationales et leurs décisions sont marquées par les souhaits ou les opinions des nations qui comptent le plus de revenu dans le contexte mondial. Ce manque d'institutions qui réaliseraient les fonctions d'un État et qui auraient une structure démocratique aide à ce que la croissance dérivée des mesures globalisatrices se ressente surtout dans la poche de ceux que nous trouvons dans les pays les plus industrialisés.

### 4.- S'agit-il vraiment d'une utopie ?

Le fait que la globalisation soit une pensée utopique qui rassemble beaucoup de gens derrière elle a été magnifiquement exprimé par Gordon Brown, Président du Comité Monétaire et Financier International, le 16 avril 2000 à Washington. « Nous commençons à réaffirmer les nobles idéaux et les motifs qui

donnèrent naissance à la Banque Mondiale et au FMI il y a plus de cinquante années : la conviction que la prospérité, pour être soutenue, doit être partagée et la conviction que, pour avancer, nous ne devons pas renverser la globalisation, ni abandonner la coopération économique et mondiale mais que nous devons renforcer la coordination économique internationale avec pour objectif la coordination et la coopération entre tous pour que la prospérité arrive à tous. « Prospérité pour tous », « noble idéal » : n'est-on pas en train de faire référence à l'utopie ? Aussi grande que soit la prospérité, ne pourrons-nous pas aller toujours un peu plus loin ? Notre utopie ne s'éloigne-t-elle pas quand nous nous en rapprochons ? Il est clair, comme on l'a démontré, que la globalisation poursuit cette utopie. De là vient sa supériorité. Il y a un chemin à suivre, l'espérance d'atteindre un idéal existe. C'est pour cela que de nombreuses personnes et institutions de bonne volonté veulent atteindre ce monde meilleur et soutiennent l'utopie. De plus, le chemin pour y arriver est clair. La croissance économique. « De petites différences du taux de croissance à long terme peuvent donner lieu à de grandes différences des niveaux de revenu par habitant et de bien-être social à long terme »[105]. Pour augmenter le bien-être, il suffit d'obtenir de plus forts taux de croissance. L'exemple des nations qui ont déjà obtenu des revenus par habitant supérieurs est une motivation pour celles qui sont en plus mauvaise situation. Les économistes et les institutions internationaux se chargent de nous rappeler que la meilleure façon d'atteindre ces hauts niveaux de croissance est de libéraliser le commerce, les mouvements financiers et le progrès de la connaissance afin de réussir un marché unique mondial. Il faut mettre en place ces mesures pour aller à la poursuite de notre utopie.

Si nous analysons la globalisation sous cet angle, il existe réellement une utopie qui a des avantages qu'on a indiqués dans le premier point de cet écrit, qui permet de suivre un chemin cohérent derrière un objectif qu'on n'atteint jamais mais qui permet toujours de nous dépasser. Cependant, comme on

[105] SALA MARTIN, X., *Apuntes de crecimiento económico*, Barcelona, Antoni Bosch editor, 1994, p. 4.

l'a observé dans le troisième point, l'utopie n'est pas aussi parfaite qu'elle peut le sembler au début. Ceci pour plusieurs raisons. La première est que le bien-être n'est pas un terme toujours équivalent à revenu supérieur par habitant ou prospérité. Cet instrument de mesure laisse de côté de nombreux aspects qui concernent le bien-être des personnes et des sociétés. En deuxième lieu, on a démontré que les hauts bénéfices apportés par la croissance unique de l'économie mondiale dans les 25 dernières années n'ont pas été pour tous mais pour ces quelques-uns qui étaient déjà les mieux lotis il y a trente ans. Une des raisons pour lesquelles les chemins qui ont mené à libéraliser le commerce, les mouvements financiers et à essayer de promouvoir la connaissance n'ont aucune raison de profiter à tous. De fait, pendant ces dernières années on n'a fait qu'agrandir la brèche existante et les pouvoirs démocratiques compensateurs de ces déficiences ont aidé à faire que cette politique sur les inégalités ait plus d'effets négatifs que positifs.

Alors sommes-nous devant une utopie réelle ou bien s'agit-il de ce qu'on a appelé utopie élitiste ? On a déjà analysé comment une utopie pour tous suppose que ceux qui vont le mieux doivent renoncer à quelques-unes de leurs prébendes, puisque si deux groupes ou personnes se situent aux deux extrêmes, la façon la plus facile pour les considérer égaux entre eux ou elles est le pont au milieu. Cependant, l'utopie globale établit que ceux qui possèdent le plus ne doivent cesser de grandir tandis que ceux qui sont dans une plus mauvaise situation doivent le faire plus rapidement pour rattraper les premiers et ainsi se trouver à pied d'égalité. Même si cela a lieu et si la différence relative diminue, la différence absolue continue d'augmenter, donc les différences sont amplifiées. Un exemple peut éclairer ce point, le revenu par habitant en Asie Orientale (sans la Chine) a augmenté de 405 % entre 1975 et 1997, tandis que celui des pays les plus industrialisés a augmenté de 53 %. Malgré cela, tandis que la différence absolue entre les deux revenus en 1975 était de 10 860 dollars en 1997 elle était de 12 265 dollars ! L'utopie du bien-être liée à la seule croissance nous favorise, nous qui nous trouvons le mieux, alors que nos différences par rapport à ceux qui possèdent le moins augmentent constamment en termes absolus. Bien

qu'elle se présente comme une amélioration pour tous, quelques-uns progressent beaucoup plus que les autres. La réalisation de cette utopie mène à une permanence ou un enfoncement de la situation actuelle des grandes différences entre les uns et les autres. Il s'agit donc d'une utopie élitiste qui se présente, quand même attirante et désirable pour la majorité, ou d'une apparente utopie utilisée pour justifier et légitimer un enfoncement dans la situation actuelle. On a donc la sensation que la globalisation n'est rien d'autre qu'une idéologie nouvelle, destinée à entretenir une situation de totale inégalité. De la même façon, certains pays et peuples se voient forcés à entrer dans le chemin globalisateur, non par la violence physique d'une invasion militaire mais par un autre système plus subtil qui est la menace de l'ostracisme économique de la part de la communauté internationale.

Malgré cela, l'utopie élitiste est toujours en vigueur et s'adapte aux circonstances changeantes. La préoccupation pour les inégalités a touché les principales institutions internationales qui soutiennent le processus globalisateur grâce à la pression des ONG et d'autres institutions de façon à ce que dans toutes les dernières déclarations on souligne que les bénéfices doivent être pour tous : « aux institutions qui fixent le système économique mondial, il incombe de s'assurer que la globalisation se traduit par une vie meilleure pour tous. Mais il ne s'agit que de mots pour le moment sans une application réelle. Le but final n'a pas changé : « il faut donner la priorité à la poursuite d'une croissance économique équilibrée »[106] tel que le déclarèrent en avril 2000 les dix pays les plus industrialisés du monde et comme le souligna le Directeur du FMI à la clôture des réunions de l'année 2000 du FMI et de la Banque Mondiale. L'essence est la même : plus de croissance pour un meilleur bien-être. Le manque de questionnement à savoir si l'objectif final est pertinent ou pas, fait de la globalisation une simple question technique. Comme notre objectif est le bien-être pour tous et que ceci s'obtient en augmentant le taux de croissance, il n'y a qu'à globaliser. La mondialisation apparaît comme inévitable. Il n'existe pas d'autre chemin. C'est le seul

[106] FMIBOLETÍN 29, numéro 8, mai 2000, Fondo Monetario Internacional.

qu'il y a. La pensée de Thomas Friedman (du New York Times) synthétise très bien le sentiment généralisé parmi ceux qui soutiennent la globalisation : « Un commerce ouvert et libre est essentiel pour la croissance et le développement, mais les *globalisateurs* doivent tenir compte aussi de ceux qui ne possèdent pas, les perdants et les marginaux, sinon la réaction politique sera féroce et perturbatrice ». Dit autrement, notre utopie est bonne, c'est ce qu'il y a de mieux à faire, mais il faut tenir compte de ceux qui vont mal, pas pour eux mais pour nous, pour qu'ils ne nous donnent pas trop de fil à retordre ou trop de problèmes.

**5. Et maintenant, quoi ?**

Une pensée utopique (même si elle est élitiste) ne peut être déplacée que par une autre pensée utopique. Quelle était, sinon, la force du socialisme ? N'était-ce pas la promesse d'un monde différent, parfait et pour tous ? Et quelle fut sa ruine ? S'ils ne poursuivaient plus cette utopie, ne fut-ce pas en partie à cause de l'enlisement, de l'oubli du mouvement et de la tentative pour se maintenir dans une situation déjà aboutie ? Devant cette utopie ratée, en arrive une autre qui la remplace. Une utopie facile à comprendre par tous avec des systèmes statistiques qui la rendent mesurable sans trop de difficultés. Pour que cette utopie élitiste échoue on ne devrait pas attendre que l'évidence soit trop grande et qu'il arrive ce que prévoyait dans le chapitre précédent Thomas Friedman. Qu'elle s'enlise et qu'elle soit utilisée pour maintenir une situation donnée, non plus parce que cela était en train de se passer. Il est nécessaire de chercher une autre utopie qui soit pour tous. Qu'on puisse convaincre les personnes, les institutions et les états pour qu'ils mettent en place les moyens de l'atteindre. Sans cet objectif irréalisable et parfait qui permettra à la société de cheminer vers lui, il est difficile de combattre l'utopie actuelle. Nous ne pouvons pas nous contenter d'une critique facile mais il faut proposer des alternatives, des chemins différents, une utopie différente qui couvre les désirs d'un monde meilleur que l'on trouve à l'intérieur de tous.

En second lieu il faut tenir compte du fait qu'une utopie dans laquelle tout le monde s'inclut, doit passer par une

détérioration de la situation de ceux qui sont les mieux ou, au minimum par un maintien de leur situation actuelle. On ne peut pas s'attendre, comme cela se passe actuellement à vouloir que tous nous rattrapent mais ne pas être nous-mêmes disposés à les attendre ou à reculer un peu pour continuer ensemble. Nous ne pouvons pas dire à ceux qui se trouvent le plus mal « je veux courir à tes côtés mais je ne vais pas m'arrêter, donc la seule chose à faire c'est que tu ailles plus vite que moi pour me rattraper ». Le chemin pour arriver à un monde idéal pour tous doit passer par un petit renoncement de quelques-uns et l'amélioration des autres. Un exemple historique de cela est le rapprochement des salaires réels qui eut lieu durant le XIX^e siècle entre les nouvelles nations et la vieille Europe. Le flux d'émigrants de ce continent vers les nouvelles terres de colonisation fut une des causes principales qui fit que les salaires européens augmentèrent tandis que les fortes rémunérations des Etats-Unis, de l'Argentine, d'Australie et d'autres pays diminuèrent à cause de l'affluence de nouveaux travailleurs. Comme l'indiquait « la commission d'immigration des Etats-Unis dans son rapport de 1911, l'immigration massive porta préjudice au travailleur américain. Les immigrants peu qualifiés déplacèrent les natifs et les immigrants les plus anciens et rabaissèrent leurs niveaux de vie »[107]. Ce fut une convergence : certains réduisirent leurs revenus par habitant tandis que d'autres les améliorèrent et ils purent se rejoindre à un point intermédiaire. C'est nécessaire pour résister à l'obsession pour la croissance. Quand une personne n'a pas de quoi manger, réduire son revenu est une question de survie, mais quand toutes ces nécessités sont couvertes, il n'y a pas lieu de supposer qu'elle va avoir une qualité de vie inférieure (sauf si elle l'identifie seulement à l'accès à un plus grand nombre de biens et de services). Pour arriver à ça, il faudrait passer par un changement vers une mentalité différente — basée sur la justice sociale, la compassion et la générosité — dans les structures de la société contemporaine chez les personnes qui la composent. Sans ce changement la nouvelle utopie serait difficile. Mais il

[107] J. Williamson, « Globalization, Convergence, and History » *The Journal of Economic History*, Vol. 56, n. 2, Chicago, juin 1996, p. 277-306.

est important d'éduquer et de conditionner vers une autre façon de comprendre l'existence.

En troisième lieu, l'utopie doit cesser d'associer un plus grand bien-être avec un plus grand revenu. La qualité de vie ne dépend pas uniquement de notre niveau économique. Une société juste dans tous les sens du terme (distributive, commutative et sociale) peu contaminée, qui vive en harmonie avec son environnement, avec sécurité et sans violence, qui permette de jouir du temps libre, dans laquelle on puisse travailler dans ce qui plait à chacun, où les gens ne meurent pas de maladies faciles à guérir, où l'éducation soit pour tous, où chacun soit reconnu pour ce qu'il est... Ce sont des facteurs qui importent et qui ne sont pas une conséquence directe d'un plus grand revenu par habitant. La nouvelle utopie doit les prendre en compte. Le facteur économique ne doit pas primer (comme c'est le cas actuellement) sur tous les autres en pensant que ces derniers viennent en supplément. Les objectifs économiques doivent être au service de l'utopie et ne pas être elle-même. Il faut définir une utopie dans laquelle l'important est la personne et la communauté dans son ensemble et non les biens que l'une ou l'autre peut avoir.

En quatrième lieu, l'utopie doit être facile à comprendre, l'enthousiasmante pour toutes les personnes, quel que soit le niveau de connaissances qu'elles ont. On ne peut pas atteindre une grande adhésion à quelque-chose qu'on ne comprend pas, à quelque chose que seuls quelques académiciens et érudits peuvent approcher. Si l'utopie doit être pour tous, elle doit être comprise par tous sans exception. De plus, elle doit marquer des priorités qui lui permettent de compter sur des objectifs réalistes et clairs, qui permettent d'avancer vers l'utopie qui s'éloigne. Elle aura besoin de ses techniciens mais aussi de ses prophètes qui montreront vers où se déplace cet objectif impossible qui guidera leur pas. L'éducation des citoyens à la pensée utopique aussi est essentielle. De la même façon que dans l'actualité, de nombreux enseignements (spécialement ceux qui se donnent dans des matières économiques) sont canalisés vers comment obtenir la croissance économique (que ce soit de façon individuelle ou dans une société) il faudra éduquer à cette nouvelle utopie et aux solutions techniques qu'elle nécessite.

En cinquième lieu, la nouvelle utopie doit constituer un bien commun dont personne ne doit pouvoir se sentir incapable ou empêché de jouir. Cela ne peut s'atteindre par la recherche des biens individuels et exclusifs. Ce chemin suppose que celui qui est le mieux continue à chercher de façon légitime son propre intérêt, ce qui peut ne pas profiter à celui qui se trouve à ses côtés. Ce choix ne mène pas vers le bien commun mais vers le bien particulier de chacun. Il faut donc laisser de côté la recherche du bien individuel comme chemin pour arriver au commun et changer l'ordre, donner priorité à celui de l'ensemble pour mieux atteindre le particulier de chacun. L'exemple suivant peut servir à comprendre à quoi je me réfère. Quand dans une famille, chacun cherche son propre bien exclusivement, quand les objectifs de ses différents membres sont divergents, la famille peut être la proie de disputes et de tensions continues. Si cela a lieu, la lutte qui s'établit pour que les propres critères soient ceux qui dominent, l'ambiance se gâte et rien de positif dans le développement personnel de chacun ne ressort. Si toutes les personnes qui cohabitent donnent la priorité au bien commun et sont disposées à renoncer à quelque chose en faveur du bonheur collectif, l'ambiance positive finit par profiter à tous. Dans l'éducation des enfants, la sécurité sentimentale et dans le travail, l'optimisme est vital, etc. La même chose a lieu sur nos sites de travail, dans nos groupes d'amis, etc. Qu'est-ce qui nous est plus bénéfique ? Une ambiance tendue dans laquelle chacun de nous ne cherche que son bénéfice ou dans laquelle celui qui a le plus de pouvoir ou sait mieux s'organiser est celui qui tire son épingle du jeu ? Ou une ambiance détendue dans laquelle nous sommes disposés à renoncer un peu à nous-mêmes pour le bénéfice du groupe ? Je ne doute pas que nous nous sentions plus à l'aise dans le deuxième cas. Les répercussions sur notre vie sont nettement positives dans un environnement de ce type. Il est évident que, pour y arriver, il y a des difficultés et des écueils mais est-ce qu'il y a dans la vie quelque chose de bon que l'on peut obtenir sans effort ? « Celui qui veut quelque chose, ça lui coûte quelque chose », dit un proverbe populaire. Pour cela, la nouvelle utopie que nous devons proposer doit avoir cette conception du bien commun,

doit le rendre prioritaire par rapport au bénéfice individuel, pour se répercuter finalement sur celui-ci de façon positive.

Pour finir cet article, on regarde en arrière et on a envie de penser : oui, si tout ça est très bien, bien sûr que ça me plairait, mais c'est impossible, c'est utopique, jamais je ne pourrai l'atteindre, il n'y a pas de quoi s'efforcer même à essayer, pour quoi faire ?

*Pourquoi ?...*
*pour cela,*
*pour AVANCER...*